125.1 Ratifier le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Protocole de Maputo) (Pérou) ;

125.2 Penser à ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Géorgie) ;

125.3 Penser à achever le processus d'adhésion au Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications de façon à faciliter les plaintes individuelles en cas de violation des droits des enfants, et à la Convention du Conseil de l'Europe sur la protection des enfants contre l'exploitation et les abus sexuels (Burkina Faso) ;

125.4 Ratifier le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant établissant une procédure de présentation de communications (Sierra Leone) ;

125.5 Ratifier le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Ouganda) ;

125.6 Harmoniser les amendements à la Constitution avec les dispositions de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, en réformant les lois qui sont discriminatoires à l'égard des femmes (Uruguay) ;

125.7 Accélérer l'harmonisation de la législation nationale ayant une incidence sur les droits de l'homme avec la nouvelle Constitution, qui a été adoptée en 2014, y compris des dispositions relatives à la prévention et à la criminalisation de la violence à l'égard des femmes et des enfants (Zimbabwe) ;

125.8 Ratifier le Protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme en Afrique (Madagascar) ;

125.9 Poursuivre la coopération avec les mécanismes des droits de l'homme (Arabie saoudite) ;

125.10 Adopter un processus de sélection ouvert et fondé sur le mérite pour désigner les candidats nationaux aux élections aux organes conventionnels des Nations Unies (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

125.11 Poursuivre la mise en place d'organes judiciaires indépendants, y compris le Conseil constitutionnel (Soudan) ;

125.12 Prendre sans plus tarder des mesures en vue d'adopter les lois prévues dans sa Constitution pour préserver le statut unique des organismes indépendants en Tunisie (Suède) ;

125.13 Assurer la conformité de sa législation, notamment le Code du statut personnel et le Code pénal, avec les articles 21 et 46 de sa Constitution et avec ses obligations internationales relatives aux droits de l'homme (Suisse) ;

125.14 Accélérer le processus d'harmonisation de la législation avec la Constitution (Angola) ;

125.15 Prendre toutes les mesures nécessaires pour surmonter les divergences dans l'interprétation du texte législatif sur le Conseil supérieur de la magistrature et faire en sorte que cette interprétation soit conforme aux dispositions de la Constitution (Botswana) ;

125.16 Poursuivre l'harmonisation des cadres juridiques avec les textes constitutionnels (Iraq) ;

125.17 Mettre pleinement en œuvre les idéaux de la nouvelle Constitution, y compris l'ouverture de procédures devant la Cour constitutionnelle (Japon) ;

125.18 Créer les organes constitutionnels, notamment les institutions de promotion des droits de l'homme et de la bonne gouvernance, ainsi que la Cour constitutionnelle, et veiller à leur bon fonctionnement (Portugal) ;

125.19 Poursuivre ses efforts pour mettre la législation nationale relative aux droits de l'homme en conformité avec la Constitution tunisienne et avec ses obligations internationales dans le domaine des droits de l'homme (Qatar) ;

125.20 Poursuivre la mise en place des organes constitutionnels en achevant le processus législatif et en adoptant les lois requises à cet égard (Roumanie) ;

125.21 Établir rapidement la Cour constitutionnelle et accélérer la révision des lois qui sont incompatibles avec la Constitution et les normes internationales relatives aux droits de l'homme (Guatemala) ;

125.22 Poursuivre le processus d'harmonisation de la législation nationale, notamment le Code pénal et le Code de procédure pénale, avec la Constitution et les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme ratifiés par la Tunisie (Italie) ;

125.23 Continuer à mettre sa législation en conformité avec la Constitution et avec les instruments internationaux qu'elle a ratifiés (Madagascar) ;

125.24 Continuer à prendre des mesures concrètes pour harmoniser son système juridique avec sa nouvelle Constitution et avec les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme correspondants (Namibie) ;

- 125.25 Réviser entièrement sa législation nationale afin de la mettre en conformité avec sa Constitution et avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Honduras) ;
- 125.26 Harmoniser les législations discriminatoires à l'égard des femmes avec la Constitution et avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Kirghizistan) ;
- 125.27 Continuer d'achever la mise en place de la Cour constitutionnelle et accélérer la refonte des lois qui sont incompatibles avec la Constitution et les normes internationales relatives aux droits de l'homme, de façon à élargir le contexte propice à la poursuite de la mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre de l'Examen périodique universel (Kenya) ;
- 125.28 Continuer à œuvrer à moderniser sa législation conformément à la nouvelle Constitution tunisienne et achever la mise en œuvre des recommandations issues du premier Examen périodique universel (Koweït) ;
- 125.29 Accélérer la création de la Cour constitutionnelle et des organes constitutionnels en veillant à ce que ces institutions, ainsi que d'autres, notamment l'Instance nationale pour la prévention de la torture, soient indépendantes, dotées de ressources suffisantes et rapidement fonctionnelles (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;
- 125.30 Réformer le Conseil national du dialogue social (Cuba) ;
- 125.31 Assurer le fonctionnement effectif et indépendant du mécanisme national de prévention créé en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Tchéquie) ;
- 125.32 Poursuivre les efforts visant à renforcer ses institutions et valeurs démocratiques et élaborer des orientations nationales globales en matière de droits de l'homme s'étendant à toute la sphère économique et sociale, notamment l'éducation, la santé, l'environnement et les programmes pour l'élimination de la pauvreté, et appuyer leur mise en œuvre (Pakistan) ;
- 125.33 Adopter des programmes de renforcement des capacités et de formation en matière de droits de l'homme à l'intention des agents des forces de l'ordre (Chili) ;
- 125.34 Prendre en compte les préoccupations de la société civile tunisienne dans le contexte de la future loi sur la réconciliation nationale (Luxembourg) ;
- 125.35 Veiller à la cohérence du processus de mise en place de la nouvelle institution nationale de défense des droits de l'homme avec les mandats du mécanisme national de prévention (Ghana) ;
- 125.36 Achever la mise en place d'une nouvelle institution nationale de défense des droits de l'homme conformément aux Principes concernant le statut des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme (Principes de Paris) (Kenya) ;
- 125.37 Intensifier les efforts déployés en vue de parachever le cadre institutionnel pour la promotion et la protection des droits de l'homme, y compris l'élaboration d'un plan d'action national en faveur des droits de l'homme (Philippines) ;
- 125.38 Poursuivre le travail consacré à la sensibilisation et l'amélioration de la formation et du renforcement des capacités dans le domaine des droits de l'homme à l'intention des organismes publics, en particulier des services de sécurité intérieure et des forces armées, conformément aux normes internationales (Qatar) ;
- 125.39 Continuer à renforcer la formation aux droits de l'homme des policiers et des agents de l'administration locale, en particulier en ce qui concerne les méthodes d'interrogatoire et d'enquête. Les changements apportés au cadre juridique requièrent beaucoup de formation et d'efforts pour devenir effectifs (République de Corée) ;
- 125.40 Criminaliser le racisme, conformément à ses engagements internationaux (Kirghizistan) ;
- 125.41 Criminaliser le racisme, conformément à ses engagements internationaux (Ukraine) ;
- 125.42 Accélérer le processus d'adoption d'un cadre législatif et réglementaire approprié pour lutter contre la discrimination raciale (Congo) ;
- 125.43 Adopter un cadre législatif offrant une protection contre toutes les infractions motivées par les préjugés (Côte d'Ivoire) ;
- 125.44 Poursuivre les efforts visant à promouvoir l'égalité des sexes (Jordanie) ;
- 125.45 Poursuivre ses efforts en vue d'améliorer les conditions de vie des personnes handicapées, en particulier en appuyant les aménagements raisonnables sur les lieux de travail, ainsi que l'accès à l'éducation dans l'ensemble du pays (Mexique) ;
- 125.46 Ériger en infraction pénale la discrimination raciale et faire appliquer les lois qui protègent les droits de la population noire (Sierra Leone) ;
- 125.47 Adopter une loi interdisant la discrimination raciale, y compris en criminalisant les comportements

correspondants (Afrique du Sud) ;

125.48 Mettre immédiatement fin à la pratique des examens anaux forcés des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués, qui sont contraires à ses obligations au titre de la Convention contre la torture (Irlande) ;

125.49 Poursuivre ses efforts dans les régions les moins avancées en encourageant le développement et l'investissement (Libye) ;

125.50 Continuer les efforts visant à poursuivre les initiatives législatives de la Commission nationale de développement durable pour les générations futures (Arabie saoudite) ;

125.51 Renforcer les efforts de lutte contre le terrorisme et poursuivre la sensibilisation à la lutte contre l'extrémisme (République arabe syrienne) ;

125.52 Veiller à ce que les mesures de sécurité prises dans le cadre de l'état d'urgence ou des lois antiterroristes préservent les droits de l'homme des suspects, des détenus et de leur famille (États-Unis d'Amérique) ;

125.53 Élaborer une loi ou des directives pour mettre fin à l'utilisation excessive de la force contre des individus soupçonnés de participation à des activités terroristes, à améliorer les conditions de détention provisoire, à installer des caméras vidéo dans les lieux de détention et à garantir un accès sans délai aux services juridiques (Canada) ;

125.54 Poursuivre les efforts de lutte contre le terrorisme (Iraq) ;

125.55 Faire en sorte qu'il y ait des programmes scientifiques, culturels, juridiques, sociaux et économiques de sensibilisation aux risques de terrorisme à tous les niveaux (Iraq) ;

125.56 Poursuivre les efforts visant à mettre en œuvre la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent (Libye) ;

125.57 Poursuivre ses efforts visant à mettre en œuvre sa stratégie de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en collaboration avec toutes les autorités compétentes (Oman) ;

125.58 Assurer, tout en luttant contre le terrorisme, le respect des droits de l'homme en garantissant le droit à un procès équitable et à une procédure régulière et la liberté d'expression (Pérou) ;

125.59 Adopter une législation distincte sur la violence contre les femmes qui soit complète et comporte à la fois des dispositions pénales et civiles (Zambie) ;

125.60 Instituer dans le cadre de la nouvelle législation des recours civils, y compris des ordonnances de protection globale qui fassent partie du Code de procédure civile plutôt que du Code pénal (Zambie) ;

125.61 Poursuivre sa réforme du secteur de la sécurité (Luxembourg) ;

125.62 Poursuivre la réforme du secteur de la sécurité de manière à assurer une formation appropriée et la mise en place des mécanismes de contrôle (Australie) ;

125.63 Veiller à ce que toutes les allégations d'usage excessif de la force ou d'autres violations commises par les forces de sécurité fassent l'objet d'enquêtes rapides, sérieuses et indépendantes (États-Unis d'Amérique) ;

125.64 Poursuivre le dialogue au niveau national en vue d'un consensus sur l'abolition de la peine de mort dans la Constitution (Costa Rica) ;

125.65 Promouvoir un débat national sur l'abolition de la peine de mort (Italie) ;

125.66 Maintenir son moratoire *de facto* sur l'application de la peine de mort en vue de l'abolir entièrement (Rwanda) ;

125.67 Faciliter un débat public sur la peine de mort, avec le concours de la Commission des droits de l'homme et d'autres organes constitutionnels et de la société civile concernés, en vue de la ratification du Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (Irlande) ;

125.68 Redoubler d'efforts pour prévenir la torture et les mauvais traitements en veillant à ce que les allégations de tels actes fassent systématiquement l'objet d'enquêtes, que les auteurs soient poursuivis et punis et que les victimes soient indemnisées de manière adéquate et équitable (Suisse) ;

125.69 Prendre les mesures nécessaires pour combattre plus efficacement la torture (Togo) ;

125.70 Prendre des mesures pour éliminer la torture et autres formes de mauvais traitements (Ukraine) ;

125.71 Mettre la définition de la torture en droit tunisien en conformité avec la Convention contre la torture et mettre l'accent sur les pratiques optimales et la formation aux droits de l'homme pour les policiers et les agents de sécurité (Autriche) ;

125.72 Adopter des mesures pour assurer l'indépendance et l'efficacité des enquêtes sur les allégations de torture par la police, conformément au Manuel pour enquêter efficacement sur la torture et autres peines ou traitements cruels,

inhumains ou dégradants (Protocole d'Istanbul) (Tchéquie) ;

125.73 Prendre toutes les mesures nécessaires pour que les auteurs d'actes de torture et de mauvais traitements soient effectivement poursuivis et condamnés (France) ;

125.74 Renforcer l'indépendance du mécanisme national de prévention de la torture et d'autres formes de mauvais traitements, notamment en lui allouant un budget distinct et suffisant (Allemagne) ;

125.75 Mettre la définition de la torture en conformité avec les dispositions de la Convention contre la torture (Ghana) ;

125.76 Adopter les décrets relatifs au mécanisme national de prévention et garantir son indépendance financière et administrative (Ghana) ;

125.77 Allouer des ressources suffisantes pour assurer la mise en œuvre effective du mécanisme de prévention de la torture (Madagascar) ;

125.78 Faire en sorte que les auteurs de tous les actes de torture commis dans le cadre de la lutte contre le terrorisme répondent de ces actes (Pays-Bas) ;

125.79 Poursuivre ses efforts visant à interdire les actes de torture et autres mauvais traitements conformément aux normes internationales relatives aux droits de l'homme, tout en luttant contre le terrorisme (Norvège) ;

125.80 Poursuivre les efforts visant à mettre en œuvre la stratégie nationale globale contre la traite des êtres humains adoptée en vertu de la loi no 621 de 2016 (Émirats arabes unis) ;

125.81 Développer les efforts de lutte contre la traite des êtres humains et assurer la protection des victimes (Jordanie) ;

125.82 Continuer à renforcer les mesures de lutte contre la traite des êtres humains et le travail des enfants (Sri Lanka) ;

125.83 Continuer de mener avec tous les États un dialogue fondé sur le respect mutuel, une égale souveraineté, l'autodétermination et le droit des peuples à choisir leur système politique, économique et social (République arabe syrienne) ;

125.84 Poursuivre ses efforts visant à promouvoir les droits de l'homme et les libertés publiques (Yémen) ;

125.85 Renforcer ses processus électoraux démocratiques grâce à la mise en œuvre effective des recommandations du rapport final de la Mission d'observation électorale de l'Union européenne en Tunisie (2014) (Tchéquie) ;

125.86 Renforcer la mise en œuvre de la législation dans les domaines de la liberté d'expression, l'accès à l'information et la non-discrimination, et veiller à ce que toutes les lois s'y rapportant soient pleinement conformes à la Constitution (Tchéquie) ;

125.87 Remplacer les décrets nos 115 et 116 de 2011 relatifs à la presse et à la communication audiovisuelle par une législation qui soit conforme à l'article 65 de la Constitution relatif à l'information, la presse et l'édition, ainsi qu'à son article 127 (Danemark) ;

125.88 Renforcer la législation sur la liberté d'expression et de conscience (Liban) ;

125.89 Continuer à renforcer la liberté de l'information et les droits des journalistes (Liban) ;

125.90 Harmoniser le cadre juridique relatif à la liberté de la presse, à la publication et à la communication audiovisuelle avec les normes internationales applicables (Roumanie) ;

125.91 Adopter des mesures en vue de protéger la liberté d'expression et la liberté de la presse en assurant que les défenseurs des droits de l'homme puissent mener leurs activités légitimes (Espagne) ;

125.92 Accélérer l'application des lois relatives à la liberté d'expression, de réunion et d'association, et veiller à leur harmonisation avec les normes internationales, notamment dans le contexte d'éventuelles mesures d'urgence (Finlande) ;

125.93 Assurer un environnement favorable permettant aux défenseurs des droits de l'homme de mener leurs activités légitimes sans crainte ni obstacle indu (Afrique du Sud) ;

125.94 Mener promptement des enquêtes sur tous les cas de menaces et d'agression visant des défenseurs des droits de l'homme, et veiller à ce que les responsables soient traduits en justice et condamnés à une peine à la mesure de la gravité de leurs actes (Liechtenstein) ;

125.95 Mettre l'ensemble de la législation concernant la surveillance des communications en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme et, en particulier, veiller à ce que toute surveillance des communications fasse l'objet d'un contrôle quant à sa nécessité et sa proportionnalité (Liechtenstein) ;

125.96 Prendre les mesures nécessaires pour accélérer les travaux du Conseil supérieur de la magistrature (République

arabe syrienne) ;

125.97 Poursuivre ses efforts en vue de renforcer son système judiciaire (Azerbaïdjan) ;

125.98 Poursuivre le parachèvement du cadre institutionnel spécial relatif aux organes judiciaires et aux organes indépendants (Jordanie) ;

125.99 Approfondir le processus visant à garantir une réparation effective aux personnes blessées et aux familles des personnes tuées pendant la révolution en fournissant une aide médicale adéquate et des services de réadaptation (Argentine) ;

125.100 Renforcer l'application de peines de substitution pour les peines d'emprisonnement de durée courte ou moyenne afin de réduire la surpopulation carcérale (Angola) ;

125.101 Renforcer les droits des détenus en adoptant des mesures comprenant la réduction de la surpopulation carcérale, l'adoption de mesures de substitution à la détention provisoire et la garantie d'un traitement équitable dans les procédures judiciaires à tous les stades, conformément aux instruments internationaux (Kenya) ;

125.102 Poursuivre les efforts visant à mettre en œuvre le plan d'action pour la réforme des systèmes judiciaire et pénitentiaire (Maroc) ;

125.103 Redoubler d'efforts pour protéger les droits civils dans les procédures judiciaires, notamment en assurant l'accès immédiat à un avocat dès l'arrestation (République de Corée) ;

125.104 Poursuivre ses efforts de lutte contre le chômage et donner la priorité à l'accès à un logement convenable et à l'eau (Soudan) ;

125.105 Promouvoir le dialogue social et veiller à ce que les conclusions du dialogue soient appliquées (Soudan) ;

125.106 Redoubler d'efforts pour réduire l'extrême pauvreté, l'exclusion et la marginalisation (Zimbabwe) ;

125.107 Faire prévaloir l'indépendance économique des femmes et des groupes vulnérables en adoptant des plans appropriés pour lutter contre la pauvreté (Algérie) ;

125.108 Accorder la priorité à l'élimination de la pauvreté et s'efforcer de réduire le chômage et d'améliorer les conditions de vie de la population (Chine) ;

125.109 Diversifier les mesures visant à réduire l'incidence de la pauvreté (Cuba) ;

125.110 Poursuivre ses efforts pour protéger les droits économiques, sociaux et culturels, en particulier dans les régions les moins développées (Égypte) ;

125.111 Continuer d'intensifier les activités du Gouvernement visant à stimuler l'emploi des jeunes (Éthiopie) ;

125.112 Redoubler d'efforts pour garantir le droit au travail et l'égalité de tous les travailleurs du secteur public, sans discrimination (Indonésie) ;

125.113 Garantir le droit au travail et l'égalité de tous les travailleurs du secteur public et veiller à ce que leur dignité soit respectée sans discrimination fondée sur le sexe (République centrafricaine) ;

125.114 Renforcer et promouvoir l'accès aux services de santé, notamment par la formation du personnel médical (République arabe syrienne) ;

125.115 Continuer à renforcer les infrastructures de soins de santé (République bolivarienne du Venezuela) ;

125.116 Continuer d'améliorer l'efficacité des mesures prises pour améliorer l'accès aux services de santé dans les zones rurales et reculées (Libye) ;

125.117 Poursuivre la mise en œuvre de la stratégie nationale visant à améliorer l'accès aux services de santé dans les zones rurales (État de Palestine) ;

125.118 Accélérer l'adoption du projet de loi sur les stupéfiants qui exonère de poursuites pénales tout consommateur nécessitant un suivi médical (Gabon) ;

125.119 Assurer un large accès aux services de santé, notamment les services de santé procréative, en particulier pour les jeunes (Luxembourg) ;

125.120 Développer les services de planification familiale afin de réduire sensiblement la mortalité maternelle, qui reste élevée, notamment dans les zones rurales (Burkina Faso) ;

125.121 Poursuivre ses efforts visant à garantir aux Tunisiennes un accès universel aux services de santé sexuelle et procréative, en particulier pendant la grossesse (Slovénie) ;

125.122 Poursuivre les progrès dans la mise en œuvre de l'année d'école primaire obligatoire et gratuite (République bolivarienne du Venezuela) ;

- 125.123 Poursuivre les investissements visant à améliorer l'éducation publique et les services et équipements publics (Philippines) ;
- 125.124 Poursuivre les efforts visant à renforcer le système éducatif, en particulier l'accès à l'éducation dans les zones rurales (Soudan du Sud) ;
- 125.125 Penser à inscrire l'éducation relative aux droits de l'homme dans ses programmes scolaires (Maurice) ;
- 125.126 Élaborer un plan national pour encourager les filles à poursuivre leur scolarité, en particulier dans les régions défavorisées du pays (Maldives) ;
- 125.127 S'employer à développer l'éducation, en particulier l'enseignement de base, et renforcer l'appui fourni aux écoles des zones rurales (Chine) ;
- 125.128 Continuer à accorder plus d'attention aux garçons, aux filles et aux femmes dans les politiques publiques, en particulier dans le domaine de l'éducation (Sénégal) ;
- 125.129 Continuer à promouvoir les droits des femmes, en particulier dans les zones rurales (Djibouti) ;
- 125.130 Mettre l'accent sur les droits de l'homme en général et les droits des femmes en particulier (Oman) ;
- 125.131 Redoubler d'efforts dans la mise en œuvre des lois et politiques visant à promouvoir et à protéger les droits des femmes, des enfants et d'autres groupes vulnérables (Pakistan) ;
- 125.132 Adopter des mesures législatives et politiques de lutte contre la discrimination fondée sur le sexe et à l'égard des enfants et des personnes handicapées (Chili) ;
- 125.133 Fournir un appui matériel et moral au Centre de recherches, d'études, de documentation et d'information sur la femme afin de préserver et promouvoir les droits des femmes en Tunisie (Émirats arabes unis) ;
- 125.134 Continuer à renforcer la stratégie nationale de prévention visant à sanctionner toutes les formes d'exploitation, en particulier des femmes, à protéger les victimes et à leur fournir une assistance (République bolivarienne du Venezuela) ;
- 125.135 Renforcer la politique nationale en faveur de l'égalité des sexes (Côte d'Ivoire) ;
- 125.136 Harmoniser la législation nationale avec les instruments internationaux relatifs à la protection des droits des femmes et en faveur du principe de l'égalité des sexes, en particulier en favorisant l'accès des femmes à l'emploi, en renforçant leur participation à la vie politique et économique et en assurant l'égalité de salaire entre les hommes et les femmes (Mexique) ;
- 125.137 Mettre en place des programmes pour lutter contre la pauvreté et l'insécurité de l'emploi grâce au renforcement du pouvoir économique des femmes (République centrafricaine) ;
- 125.138 Éliminer toutes les dispositions législatives qui perpétuent la discrimination à l'égard des femmes et adopter une loi générale sur la violence contre les femmes (Espagne) ;
- 125.139 Promouvoir une législation qui soit conforme à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment sur la prévention de la violence contre les femmes (Japon) ;
- 125.140 Œuvrer à éliminer de la législation nationale les lacunes qui pourraient affaiblir la protection des droits des femmes et le principe de l'égalité des sexes, notamment concernant la violence intrafamiliale et le viol conjugal (Rwanda) ;
- 125.141 Prendre de nouvelles mesures pour encourager l'accès des femmes au travail et éliminer l'écart de rémunération entre les sexes (Pologne) ;
- 125.142 Adopter une loi complète sur la violence à l'égard des femmes et des filles, qui tienne compte de l'importance du consentement et qui garantisse une protection adéquate aux victimes et des peines appropriées aux auteurs de violations (Suède) ;
- 125.143 Modifier ou abroger les articles 227 et 239 du Code pénal en vue d'ériger explicitement en infraction pénale le viol conjugal et de redéfinir le viol conformément aux normes internationales (Suède) ;
- 125.144 Continuer de s'employer à lutter contre la discrimination et les violences à l'égard des femmes (Turquie) ;
- 125.145 Mettre en place une législation distincte contre la violence à l'égard des femmes, qui à ce jour n'est pas traitée de manière différenciée dans le Code pénal (Ouganda) ;
- 125.146 Accélérer l'adoption de la loi visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes (Ukraine) ;
- 125.147 Modifier le Code pénal en vue de supprimer les dispositions qui permettent à l'auteur de violences sexuelles d'échapper aux poursuites en épousant la victime ou qui permettent l'abandon des poursuites, du procès ou de l'exécution de la peine lorsque la victime retire sa plainte, et de criminaliser explicitement le viol conjugal (Zambie) ;

125.148 Renforcer la législation existante afin d'éliminer effectivement la violence fondée sur le sexe, y compris la violence intrafamiliale, en vue de mieux protéger les victimes et d'amener les coupables à répondre de leurs actes (Autriche) ;

125.149 Continuer à lutter contre la violence à l'égard des femmes, y compris au moyen de mesures visant à assurer que les violences intrafamiliales et les viols soient dûment signalés (Bangladesh) ;

125.150 Accélérer l'adoption d'une loi générale sur la violence à l'égard des femmes et des filles qui érige en infraction pénale toutes les formes de violence, notamment la violence intrafamiliale et le viol conjugal, et garantir l'accès à la justice (Belgique) ;

125.151 Abroger les articles 227 *bis* et 239 du Code pénal afin d'empêcher les auteurs de viol et d'enlèvement d'échapper aux poursuites en épousant leur victime adolescente (Belgique) ;

125.152 Adopter une législation spécifique visant à éliminer la violence à l'égard des femmes, conformément aux normes internationales, qui tienne dûment compte des dimensions de prévention, de protection et d'assistance (Brésil) ;

125.153 Abroger l'article 227 du Code pénal tunisien, qui permet aux auteurs de viol d'échapper à la justice s'ils épousent leur victime (Canada) ;

125.154 Adopter un cadre juridique de lutte contre la violence à l'égard des femmes prévoyant des sanctions pour de tels actes, garantissant aux victimes l'accès à la justice et établissant un système de protection, d'indemnisation et les réadaptation (Chili) ;

125.155 Prendre les mesures nécessaires pour lutter contre la violence à l'égard des femmes et la discrimination dans l'emploi (France) ;

125.156 Redoubler d'efforts pour mettre la législation nationale en conformité avec les normes internationales de lutte contre toutes les formes de violence et de discrimination à l'égard des femmes et des filles (Géorgie) ;

125.157 Modifier le Code pénal pour ériger explicitement en infraction pénale le viol conjugal et supprimer les dispositions permettant à l'auteur de violences sexuelles d'échapper aux poursuites en épousant sa victime (art. 227 *bis* du Code pénal) (Allemagne) ;

125.158 Adopter une loi globale sur la lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes, notamment la violence intrafamiliale et le viol conjugal (Honduras) ;

125.159 Accélérer l'adoption de la loi visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes (Kirghizistan) ;

125.160 Accélérer l'adoption de la loi visant à lutter contre la violence à l'égard des femmes et s'assurer que celle-ci érige en infraction pénale toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence intrafamiliale et le viol conjugal, et modifier les dispositions du Code pénal afin d'éliminer toute possibilité d'impunité pour les auteurs de violences contre des femmes (Liechtenstein) ;

125.161 Sensibiliser par la formation les membres du corps judiciaire et des forces de l'ordre à toutes les violences contre les femmes et renforcer les campagnes de sensibilisation de l'opinion publique (Liechtenstein) ;

125.162 Poursuivre le processus d'adoption de la loi fondamentale concernant l'élimination de la violence à l'égard des femmes (Maroc) ;

125.163 Adopter des lois qui criminalisent toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles et réviser les procédures pénales en vue de mettre fin à l'impunité pour de telles violations (Portugal) ;

125.164 Assurer sans tarder la mise en œuvre et l'application de la législation érigeant en infraction pénale toutes les formes de violence à l'égard des femmes, y compris la violence intrafamiliale (Sierra Leone) ;

125.165 Adopter, moyennant une révision et un renforcement du cadre juridique, une politique nationale globale pour protéger les femmes contre toutes les formes de violence et créer un environnement qui soutienne les femmes victimes de violences (Afrique du Sud) ;

125.166 Adopter la loi générale sur la violence à l'égard des femmes et des filles (République centrafricaine) ;

125.167 Adopter des mesures de discrimination positive pour promouvoir l'accès des femmes au travail (Ukraine) ;

125.168 Renforcer la participation des femmes aux cercles de décision et aux postes de direction, et leur permettre de jouer un rôle dans tous les domaines du développement (Bahreïn) ;

125.169 Continuer à renforcer et à promouvoir les droits des femmes et la participation des femmes à la vie culturelle, sociale et économique (Égypte) ;

125.170 Accroître la participation des femmes aux postes de décision et dans les sphères politique et publique (Indonésie) ;

125.171 Poursuivre les efforts visant à améliorer la condition des femmes et promouvoir l'égalité des sexes à tous les

niveaux, de façon à améliorer la contribution des femmes au processus de développement (Sri Lanka) ;

125.172 Continuer à mettre en œuvre des stratégies et des plans et à accroître le nombre de femmes aux postes de décision dans le secteur public (État de Palestine) ;

125.173 Poursuivre ses efforts en ce qui concerne la protection des enfants et mettre en place un mécanisme indépendant chargé de surveiller les droits de l'enfant afin de prévenir les violations des lois et règlements (Maldives) ;

125.174 Continuer de réformer les lois pour assurer qu'aucune personne, en particulier les enfants, ne se retrouve apatride (Kenya) ;

125.175 Poursuivre l'application des mesures prises pour mettre en place un plan d'action visant à lutter contre le travail des enfants, en coopération avec l'Organisation internationale du Travail (Djibouti) ;

125.176 Redoubler d'efforts pour promouvoir les droits fondamentaux des personnes handicapées dans tous les domaines (Algérie) ;

125.177 Continuer à renforcer l'exercice par les personnes handicapées de tous leurs droits politiques, sociaux et économiques (Bahreïn) ;

125.178 Renforcer la protection des personnes handicapées grâce à une stratégie fondée sur les droits de façon à assurer leur pleine intégration dans la société (Espagne) ;

125.179 Protéger les droits économiques, sociaux et culturels des minorités amazighes (Pérou) ;

125.180 Renforcer la législation nationale en ce qui concerne les droits des travailleurs domestiques (Uruguay) ;

125.181 Assumer diligemment la responsabilité incombant au Gouvernement de lutter contre le terrorisme et l'extrémisme violent (Éthiopie) ;

125.182 Accorder une plus grande attention à la protection des droits de l'homme au cours des procédures judiciaires liées au terrorisme (Japon).

126. Les recommandations ci-après seront examinées par la Tunisie, qui y répondra en temps voulu, au plus tard à la trente-sixième session du Conseil des droits de l'homme :

126.1 Étudier la ratification de la Convention no 189 (2011) de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques (Uruguay)⁴ ;

126.2 Accélérer l'adoption du projet de loi sur l'asile en cours d'examen à l'Assemblée nationale (Ouganda) ;

126.3 Abroger les dispositions du Code du statut personnel interdisant aux enfants de femmes qui se sont remariées de vivre avec leur mère (Canada) ;

126.4 Renforcer les mécanismes visant à repérer, identifier et aider les migrants vulnérables aux frontières, en pleine conformité avec le droit international (Guatemala) ;

126.5 Dépénaliser le passage régulier des frontières et renforcer les mécanismes visant à repérer, identifier et aider les migrants vulnérables aux frontières, notamment les mineurs, les demandeurs d'asile et les victimes de la traite des êtres humains (Mexique) ;

126.6 Prendre des mesures en vue de renforcer les mécanismes visant à repérer, identifier et aider les migrants vulnérables aux frontières, y compris les mineurs, les demandeurs d'asile et les victimes de la traite (Nigéria) ;

126.7 Adopter des mesures pour promouvoir et protéger les droits des migrants et garantir que les mineurs non accompagnés et les familles avec enfants ne soient pas placés en détention (Nigéria) ;

126.8 Ratifier rapidement les amendements de Kampala au Statut de Rome de la Cour pénale internationale sur le crime d'agression (Liechtenstein) ;

126.9 Assurer la protection des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, altersexuels et intersexués, contre toutes les formes de stigmatisation, de discrimination et de violence et s'abstenir de procéder à des examens aléatoires (Luxembourg) ;

126.10 Élaborer des programmes de sensibilisation du public pour lutter contre la stigmatisation des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (Irlande) ;

126.11 Créer un conseil interreligieux pour faciliter le dialogue et l'harmonie entre les religions (Sierra Leone).

127. Les recommandations formulées au cours du dialogue énumérées ci-dessous ont été examinées par la Tunisie, qui en prend note :

127.1 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Sierra Leone) ;

127.2 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Turquie) ;

127.3 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Honduras) ;

127.4 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Kirghizistan) ;

127.5 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Niger) ;

127.6 Ratifier sans délai la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Guatemala) ;

127.7 Adhérer à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Congo) ;

127.8 Penser à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Bangladesh) ;

127.9 Penser à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Sénégal) ;

127.10 Penser à ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Indonésie) ;

127.11 Poursuivre le processus de ratification des conventions internationales auxquelles l'État n'est pas encore partie, en particulier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (Gabon) ;

127.12 Ratifier la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille et la Convention no 189 (2011) de l'OIT sur les travailleuses et travailleurs domestiques (Philippines) ;

127.13 Ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Monténégro) ;

127.14 Ratifier le Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Portugal) ;

127.15 Ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Togo) ;

127.16 Ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (Monténégro) ;

127.17 Penser à nouveau à ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (Slovénie) ;

127.18 Penser à retirer sa déclaration générale à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (Pérou) ;

127.19 Continuer, par l'intermédiaire de l'autorité nationale de lutte contre la traite des êtres humains, d'élaborer une stratégie nationale et, dans le cadre de cette stratégie, ratifier le Protocole de 2014 à la Convention de 1930 sur le travail forcé (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ;

127.20 Prendre les mesures adéquates pour abolir la peine de mort (Togo) ;

127.21 Songer à abolir la peine de mort (Mozambique) ;

127.22 Continuer de prendre des mesures concrètes pour accélérer l'abolition de la peine de mort (Namibie) ;

127.23 Abolir officiellement la peine de mort dans l'idée de ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Australie) ;

127.24 Abolir la peine de mort et songer à retirer les réserves de la Tunisie au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, ainsi que l'a annoncé le Gouvernement (Autriche) ;

127.25 Abolir la peine de mort et ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Espagne) ;

127.26 Abolir la peine de mort et ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, visant à abolir la peine de mort (France) ;

127.27 Abolir la peine de mort et ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Portugal) ;

127.28 Abolir la peine de mort, conformément au Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Islande) ;

127.29 Abolir la peine de mort dans sa Constitution. En dépit d'un moratoire de fait, des personnes continuent d'être condamnées à mort (Luxembourg) ;

127.30 Revoir la loi contre le terrorisme et le Code pénal pour abolir définitivement la peine de mort et ratifier le Deuxième Protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Norvège) ;

127.31 Dépénaliser les relations sexuelles entre adultes consentants de même sexe en abrogeant l'article 230 du Code pénal (Danemark) ;

127.32 Modifier ou abroger l'article 230 du Code pénal pour mettre fin à la criminalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe (Suède) ;

127.33 Modifier l'article 230 du Code pénal pour mettre fin à la criminalisation des relations sexuelles entre personnes de même sexe (États-Unis d'Amérique) ;

127.34 Abroger l'article 230 du Code pénal qui criminalise les relations sexuelles entre personnes de même sexe (Belgique) ;

127.35 Abolir l'article 230 du Code pénal qui criminalise l'homosexualité (Pays-Bas) ;

127.36 Abroger l'article 230 du Code pénal tunisien et éliminer les pratiques discriminatoires fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, tels que les examens anaux (Canada) ;

127.37 Modifier ou abroger l'article 230 du Code pénal afin de dépénaliser les relations homosexuelles entre adultes consentants (Allemagne) ;

127.38 Abroger les articles 236 et 230 du Code pénal pour mettre fin à la criminalisation de l'adultère et des relations homosexuelles, ainsi qu'aux méthodes de collecte de preuves qui constituent une atteinte à la dignité et à l'intégrité physique des personnes (France) ;

127.39 Mettre fin à l'application de l'article 230 du Code pénal (Costa Rica) ;

127.40 Abroger l'article 230 du Code pénal (Irlande) ;

127.41 Abroger l'article 230 du Code pénal, qui érige en infraction les relations homosexuelles entre adultes consentants, et mettre fin à la pratique des examens anaux forcés visant à prouver des comportements homosexuels (Norvège) ;

127.42 Mettre en œuvre des mesures additionnelles visant à éliminer la discrimination et la violence fondées sur l'orientation sexuelle (Brésil) ;

127.43 Éliminer toute législation qui sanctionne et criminalise les relations sexuelles entre personnes de même sexe, ainsi que toute législation discriminatoire fondée sur l'orientation sexuelle (Espagne) ;

127.44 Abroger les lois criminalisant les relations sexuelles entre adultes de même sexe (Islande) ;

127.45 Prendre des mesures pour prévenir le harcèlement ou la discrimination à l'égard des lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués et poursuivre les auteurs de tels actes (Islande) ;

127.46 Prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir, instruire et poursuivre les violences contre les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués (Irlande) ;

127.47 Prendre des mesures immédiates pour mettre fin à l'application des normes qui criminalisent et stigmatisent les lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres et intersexués, et rechercher et sanctionner les auteurs d'actes de discrimination et de violence à leur égard (Argentine) ;

127.48 Adopter des lois visant à protéger contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle, l'identité de genre et l'intersexualité (Australie) ;

127.49 Adopter des mesures législatives et politiques pour lutter contre la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre (Chili) ;

127.50 S'attaquer à toutes les formes de violence sexuelle et sexiste et à toute discrimination, en particulier à l'égard des femmes, en réformant le Code pénal et le Code du statut personnel afin de les mettre en conformité avec la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment en criminalisant le viol conjugal et en abrogeant les dispositions permettant aux auteurs de violences sexuelles d'échapper aux poursuites en épousant leur victime (Finlande) ;

127.51 Éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, notamment en modifiant le Code du statut personnel afin d'accorder aux femmes l'égalité des droits successoraux et en abrogeant la circulaire de 1973 pour permettre aux femmes d'épouser des non-musulmans (Allemagne) ;

127.52 Éliminer totalement la discrimination entre hommes et femmes en ce qui concerne les droits successoraux (Pologne) ;

127.53 Améliorer l'égalité des sexes dans la législation et dans la pratique, notamment en accordant aux hommes et aux femmes l'égalité en matière de droits de propriété et de droits familiaux (République de Corée) ;

127.54 Veiller à ce que la législation régissant le système de justice militaire garantisse explicitement que les tribunaux militaires n'aient compétence que pour juger des militaires ayant commis des infractions d'ordre militaire, en particulier lorsque ces infractions ne constituent pas des violations des droits de l'homme, et qu'aucune affaire civile ne soit jugée par le système de justice militaire (Botswana) ;

127.55 Adhérer au Traité sur le commerce des armes et y adapter sa législation nationale (Guatemala).

128. Toutes les conclusions et/ou recommandations figurant dans le présent rapport reflètent la position de l'État ou des États les ayant formulées, ou de l'État examiné. Elles ne sauraient être considérées comme ayant été approuvées par le Groupe de travail dans son ensemble.